

SOMMAIRE

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES 27

INTRODUCTION GÉNÉRALE 39

PARTIE 1. – UN CONTEXTE ACCUEILLANT 105

 TITRE 1. – UN CONTEXTE POLITIQUEMENT
 ACCUEILLANT 107

 CHAPITRE 1. – LE CHOIX DE LA FLEXISÉCURITÉ 109

 CHAPITRE 2. – L’INCIDENCE DE LA FLEXISÉCURITÉ 147

 TITRE 2. – UN CONTEXTE JURIDIQUEMENT
 ACCUEILLANT 241

 CHAPITRE 1. – L’ÉMERGENCE D’UN DROIT EUROPÉEN DES
 CONTRATS 243

 CHAPITRE 2. – LA CRÉATION D’UN DROIT EUROPÉEN
 DU CONTRAT DE TRAVAIL 271

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE 313

PARTIE 2. – UNE CONSTRUCTION PERTINENTE 315

 TITRE 1. – LA DÉTERMINATION DES RÈGLES COMMUNES .. 319

 CHAPITRE 1. – LES CONDITIONS DE LA RUPTURE
 CONVENTIONNELLE 321

 CHAPITRE 2. – LES EFFETS DE LA RUPTURE
 CONVENTIONNELLE 379

 TITRE 2. – LE CHOIX DE L'INSTRUMENT NORMATIF 459

 CHAPITRE 1. – LE RECOURS À LA NÉGOCIATION COLLECTIVE . 463

 CHAPITRE 2. – LE RECOURS À UNE DIRECTIVE EUROPÉENNE .. 501

CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE 533

CONCLUSION GÉNÉRALE 537

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE 9

REMERCIEMENTS 11

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES 27

INTRODUCTION GÉNÉRALE 39

1. – Un projet attaché à la construction européenne 49

2. – Un projet répondant à la politique sociale européenne 56

3. – Enjeux de la libre circulation des travailleurs 63

4. – L’harmonisation soutenue par les partenaires sociaux 75

5. – Confrontation à la diversité des droits nationaux 82

6. – Limitation à la rupture conventionnelle individuelle 90

7. – Élaboration européenne d’un mode alternatif de rupture 97

PARTIE 1. – UN CONTEXTE ACCUEILLANT 105

TITRE 1. – UN CONTEXTE POLITIQUEMENT ACCUEILLANT 107

CHAPITRE 1. – LE CHOIX DE LA FLEXISÉCURITÉ 109

SECTION 1. – L’APPROCHE CONCEPTUELLE DE LA
STRATÉGIE EUROPÉENNE DE FLEXISÉCURITÉ 111

Paragraphe 1. – La genèse du concept 111

I. – Un concept initialement issu des
visions néerlandaise et danoise 111

II. – Des principes progressivement accueillis au sein de la politique sociale européenne	118
Paragraphe 2. – Les objectifs de la stratégie européenne ..	129
I. – Un double objectif favorable à la politique sociale	129
II. – Un volet économique favorable	133
SECTION 2. – L'APPROCHE JURIDIQUE DE LA STRATÉGIE EUROPÉENNE DE FLEXISÉCURITÉ	
Paragraphe 1. – Les atouts en termes de « flexibilité »	139
Paragraphe 2. – Les atouts en termes de « sécurité »	142
CHAPITRE 2. – L'INCIDENCE DE LA FLEXISÉCURITÉ	147
SECTION 1. – LA CONSTRUCTION DE PARCOURS NATIONAUX DE FLEXISÉCURITÉ PAR LES ÉTATS MEMBRES	
Paragraphe 1. – Conceptualisation de principes communs	149
Paragraphe 2. – Application des principes communs de flexisécurité	156
I. – Première phase : l'appropriation par les États membres	156
II. – Seconde phase : la mise en œuvre par les États membres	173
SECTION 2. – LES APPORTS DE LA RUPTURE CONVENTIONNELLE À LA STRATÉGIE EUROPÉENNE DE FLEXISÉCURITÉ	
Paragraphe 1. – Flexibilité de la rupture conventionnelle	198
I. – Une possibilité de rupture sans motif à invoquer	198

II. – Une possibilité de rupture sans préavis à respecter	203
Paragraphe 2. – Sécurité de la rupture conventionnelle ...	208
I. – Des garanties procédurales	208
A) L'exigence d'une forme écrite	209
B) L'exigence d'un contrôle par une autorité compétente	219
II. – Des garanties économiques	224
A) La garantie d'une indemnité spécifique de rupture	224
B) La garantie d'un droit aux allocations-chômagés	232
 TITRE 2. – UN CONTEXTE JURIDIQUEMENT ACCUEILLANT	241
 CHAPITRE 1. – L'ÉMERGENCE D'UN DROIT EUROPÉEN DES CONTRATS	243
 SECTION 1. – L'EXISTENCE DE CONVERGENCES	247
Paragraphe 1. – Promotion d'un droit commun des contrats	247
I. – Une construction européenne progressive et controversée	247
II. – Une construction européenne non encore aboutie	254
Paragraphe 2. – Appréhension de la notion de « liberté contractuelle »	256
 SECTION 2. – LA PERSISTANCE DE DIVERGENCES	261
Paragraphe 1. – Divergences sur la notion de « contrat » .	261

I. – L’approche continentale de la notion de « contrat »	261
A) La conceptualisation allemande issue de la doctrine	262
B) La conception française issue du Code civil	263
II. – L’approche anglo-saxonne de la notion de « contrat »	264
Paragraphe 2. – Divergences sur la notion de « liberté contractuelle »	265
I. – Une consécration parfois implicite	265
II. – Une consécration souvent explicite	267
 CHAPITRE 2. – LA CRÉATION D’UN DROIT EUROPÉEN DU CONTRAT DE TRAVAIL	 271
 SECTION 1. – L’APPRÉHENSION DE L’EXISTENCE DU CONTRAT DE TRAVAIL	 275
Paragraphe 1. – Approche réaliste pour protéger la partie faible	275
I. – L’affirmation européenne d’un prérequis au contrat de travail	275
A) Le salarié : objet de toutes les attentions de la directive de 1991	277
B) L’information : source de protection selon la directive de 1991	278
II. – La construction d’une réglementation européenne propre aux « contrats atypiques »	281
A) Le contrat de travail à temps partiel	282
B) Le contrat à durée déterminée	284
C) Le travail intérimaire	285

Paragraphe 2. – Approche réaliste par l’ « effet utile » de la CJUE	288
I. – L’absence de norme formelle sur la notion de « contrat de travail »	288
II. – L’expression d’une jurisprudence communautaire relative au « contrat de travail »	294
 SECTION 2. – L’APPRÉHENSION DE LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL	299
Paragraphe 1. – Démission : réglementation propre aux droits nationaux	300
Paragraphe 2. – Licenciement : une législation européenne protectrice	303
I. – L’exigence d’un motif valable de licenciement	306
II. – Le respect d’un préavis	309
III. – Une indemnité de licenciement	310
 CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	313
 PARTIE 2. – UNE CONSTRUCTION PERTINENTE	315
 TITRE 1. – LA DÉTERMINATION DES RÈGLES COMMUNES	319
 CHAPITRE 1. – LES CONDITIONS DE LA RUPTURE CONVENTIONNELLE	321
 SECTION 1. – UNE DÉFINITION COMMUNE DE LA NOTION DE CONSENTEMENT	325
Paragraphe 1. – Une offre à l’initiative des parties	328

I. – Les conditions de l’initiative de l’employeur	332
II. – Les conditions de l’initiative du salarié	333
Paragraphe 2. – Une acceptation exempte de tout vice	335
I. – Le respect du principe de liberté contractuelle	336
A) Une phase précontractuelle encadrée	337
B) L’expression d’un consentement libre	340
II. – Un possible droit de rétractation	350
SECTION 2. – UNE GARANTIE COMMUNE DE LA RÉALITÉ DU CONSENTEMENT	
Paragraphe 1. – La garantie attachée au formalisme de l’accord	361
I. – L’apparente consécration du consensualisme	363
II. – L’accompagnement par un besoin de formalisme	368
Paragraphe 2. – La garantie dérivée d’une autorité de contrôle	371
I. – Hypothèse n° 1 : un contrôle administratif	372
II. – Hypothèse n° 2 : un contrôle judiciaire	375
CHAPITRE 2. – LES EFFETS DE LA RUPTURE CONVENTIONNELLE	
SECTION 1. – LES EFFETS ATTACHÉS À UNE RUPTURE CONVENTIONNELLE VALIDÉE	
	383

Paragraphe 1. – Les effets en droit du travail	383
I. – La fin du contrat de travail	384
A) Hypothèse n° 1 : Une date impérative fixée par l'acte d'homologation	385
B) Hypothèse n° 2 : Une date postérieure définie par les parties	387
II. – Le versement d'une indemnité spécifique de rupture	387
A) Hypothèse n° 1 : Une indemnité légale et spécifique de rupture	388
B) Hypothèse n° 2 : Une indemnisation obligatoirement négociée avec l'employeur	391
Paragraphe 2. – Les effets sociaux et fiscaux	392
I. – Les effets en termes de couverture sociale	393
A) L'accès aux services nationaux pour l'emploi	396
B) L'octroi de prestations d'assurance chômage	401
II. – Les effets en termes de prélèvements sociaux et fiscaux	409
A) Les charges sociales	410
B) Les charges fiscales	414
SECTION 2. – LES EFFETS ATTACHÉS À UNE RUPTURE CONVENTIONNELLE CONTESTÉE	
Paragraphe 1. – Les conditions de l'action en nullité	426
I. – L'ouverture d'un droit à une action en justice	428
A) Hypothèse n° 1 : Un droit incontestablement ouvert aux parties .	431

B) Hypothèse n° 2 : Un droit possiblement ouvert aux tiers	435
II. – La nécessité d'un délai d'action	441
Paragraphe 2. – Les effets de l'action en nullité	447
I. – Hypothèse n° 1 : L'effet de la rétroactivité	449
II. – Hypothèse n° 2 : L'application des effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse	452
 TITRE 2. – LE CHOIX DE L'INSTRUMENT NORMATIF	459
 CHAPITRE 1. – LE RECOURS À LA NÉGOCIATION COLLECTIVE .	463
 SECTION 1. – L'OPPORTUNITÉ D'UN RECOURS À LA NÉGOCIATION COLLECTIVE EUROPÉENNE	467
Paragraphe 1. – Négociation collective et politique sociale européenne	467
I. – Les apports au regard de la stratégie de flexisécurité	468
II. – Les apports au regard du socle européen des droits sociaux	471
Paragraphe 2. – Négociation collective et négociateurs européens	475
I. – L'identité des acteurs du dialogue social européen	476
II. – La représentativité des acteurs du dialogue social européen	479
 SECTION 2. – LES MODALITÉS D'UN RECOURS À LA NÉGOCIATION COLLECTIVE EUROPÉENNE	485

- Paragraphe 1. – Création d’une norme européenne négociée 485
 - I. – Une participation consultative : la négociation collective diffuse 486
 - II. – Une participation volontaire : la négociation collective réelle 488
- Paragraphe 2. – Transposition d’une norme européenne négociée 492
 - I. – Le jeu d’accords collectifs européens autonomes 492
 - II. – Les accords collectifs européens réappropriés par l’Union européenne 494

CHAPITRE 2. – LE RECOURS À UNE DIRECTIVE EUROPÉENNE .. 501

SECTION 1. – LA NÉCESSITÉ DE CHOISIR UN INSTRUMENT PORTEUR DE FLEXIBILITÉ 507

- Paragraphe 1. – Un instrument européen à portée générale implicite 508
- Paragraphe 2. – Un instrument européen à intégrer au niveau national 510

SECTION 2. – LA NÉCESSITÉ DE CHOISIR UN INSTRUMENT JURIDIQUE ADAPTÉ À LA POLITIQUE SOCIALE EUROPÉENNE 517

- Paragraphe 1. – Un instrument autorisé par le droit primaire 517
- Paragraphe 2. – Un instrument favorisé par les procédures législatives 523
 - I. – Les procédures législatives de l’Union européenne 523
 - II. – Leur mise en œuvre en matière de politique sociale européenne 527

CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE 533

CONCLUSION GÉNÉRALE 537

ANNEXES A 543

ANNEXE B 547

BIBLIOGRAPHIE 559

INDEX ALPHABÉTIQUE 669